



AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO RU.02.2011.16 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO RU.02.2011, TEL QUE DÉJÀ AMENDÉ, AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AU RÈGLEMENT NUMÉRO 68-26-21 DE LA MRC D'ARGENTEUIL ET DE MODIFIER DIVERSES DISPOSITIONS

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Objet du projet

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 1^{er} mai 2024, le conseil de la Municipalité de Mille-Isles a adopté, en date du 1^{er} mai 2024, le second projet de règlement numéro RU.02.2011.16 modifiant le règlement de zonage numéro RU.02.2011, tel que déjà amendé, afin d'assurer la concordance au règlement numéro 68-26-21 de la MRC d'Argenteuil et de modifier diverses dispositions.

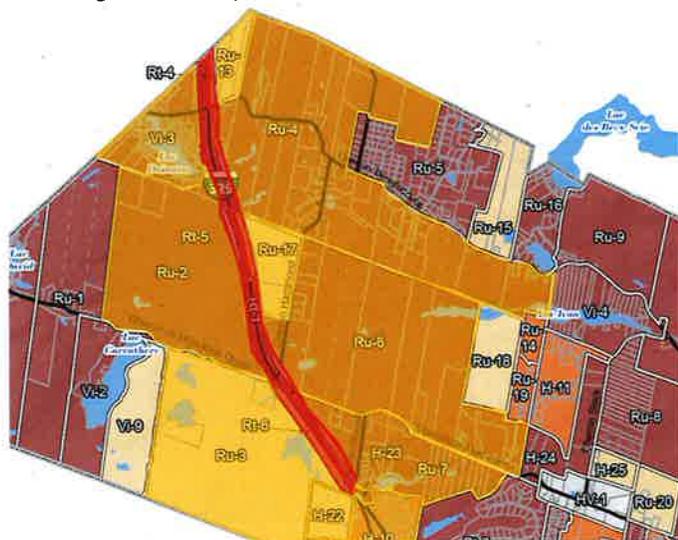
2. Demande de participation à un référendum

Ce second projet de règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire :

- L'abrogation du code d'usage H1-02 : gîtes touristiques B&B contenant un seul logement principal ;
- Dans la grille de spécifications des zones **Rt-1**, **Rt-4**, **Rt-5** et **Rt-6**, l'abrogation de la mention « H1-02 » dans la première colonne, vis-à-vis la ligne « usages spécifiquement autorisés » ;
- La modification des types d'usages du code d'usage C4-01 : commerce d'hébergement ;
- La modification des exigences pour un usage de la classe C7 : commerce de restauration ;
- Le remplacement du schéma des marges de recul ;
- Le remplacement du schéma des cours ;
- L'établissement d'une superficie maximale de 100 mètres carrés dédiée à l'entreposage extérieur pour un usage additionnel à l'habitation de type « atelier artisanal ou semi-artisanal » ;
- L'élargissement des normes applicables aux cordes de bois de chauffage aux abris à bois ;
- Prohiber la location à court terme d'une maison de jardin ;
- D'établir à 100 mètres carrés la superficie maximale d'un atelier artisanal ou semi-artisanal ;
- D'abroger la section portant sur l'usage H1-02 : gîte touristique B&B.

Une demande relative aux dispositions susceptibles d'approbation référendaire qui impacte l'ensemble de la municipalité peut provenir de l'ensemble des zones de la municipalité.

Une demande relative aux dispositions susceptibles d'approbation référendaire affectant spécifiquement les zones **Rt-1**, **Rt-4**, **Rt-5** et **Rt-6** peut provenir des zones Rt-1, Rt-4, Rt-5 et Rt-6 ainsi que des zones contigües Ru-13, Vi-3, Ru-4, Ru-17, Ru-2, Ru-3, H-22, H-10, H-23, Ru-7 et Ru-6, telles qu'illustrées sur le croquis ci-contre.



3. Conditions de validité d'une demande

Pour être valide, toute demande doit :

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
- Être reçue au bureau de la Municipalité situé au 1262, chemin de Mille-Isles à Mille-Isles au plus tard le huitième jour suivant celui de la publication du présent avis, soit le 13 mai 2024 ;
- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.



4. Conditions pour être une personne intéressée

Est une personne intéressée :

- 1) Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 3 mai 2024 :
 - Être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande ;
 - Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.
- 2) Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est pas frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 3 mai 2024 :
 - Être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois.
- 3) Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 3 mai 2024 :
 - Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois ;
 - Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. La procuration doit avoir été produite ou être produite avec la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- Avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui au 3 mai 2024 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est pas frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi ;
- Avoir produit ou produire en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant ;
- Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

5. Absence de demandes

Toute disposition du second projet de règlement numéro RU.02.2011.16 qui n'aura fait l'objet d'aucune demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. Consultation du projet

Le second projet de règlement numéro RU.02.2011.16 peut être consulté au bureau de la Municipalité situé au 1262 chemin de Mille-Isles, à Mille-Isles, du lundi au vendredi, de 7 h 45 à 16 h 30 et sur le site Internet de la Municipalité de Mille-Isles au www.mille-isles.ca.

Donné à Mille-Isles, ce 3 mai 2024.

Pierre-Luc Nadeau
Directeur général et greffier-trésorier



PUBLIC NOTICE

**TO INTERESTED PERSONS ENTITLED TO SIGN
A REQUEST TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM**

SECOND DRAFT BY-LAW NUMBER RU.02.2011.16 AMENDING THE ZONING BY-LAW NUMBER RU.02.2011, AS ALREADY AMENDED, TO ENSURE CONCORDANCE WITH BY-LAW NUMBER 68-26-21 OF THE MRC D'ARGENTEUIL AND TO MODIFY VARIOUS PROVISIONS

PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. Purpose of the project

Following the public consultation meetings held on May 1, 2024, the council of the Municipality of Mille-Isles adopted, on May 1, 2024, the second draft by-law number RU.02.2011.16, modifying the zoning regulation RU.02.2011, as already amended, to ensure concordance with by-law number 68-26-21 of the MRC d'Argenteuil and to modify various provisions.

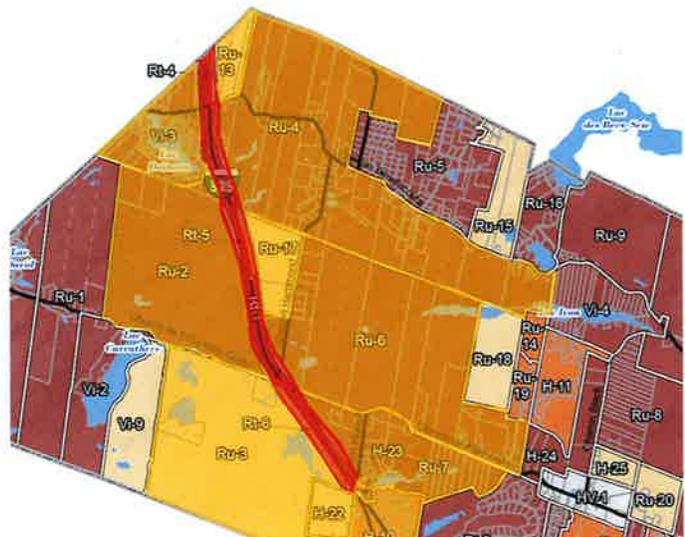
2. Request to participate in a referendum

This second draft by-law contains provisions that are subject to referendum approval:

- Abrogation of use code H1-02: B&Bs containing a single main dwelling ;
- In the specifications grid of zones **Rt-1**, **Rt-4**, **Rt-5** and **Rt-6**, abrogation of "H1-02" in the first column, on the line "uses specifically authorized" ;
- Modification of use types for use code C4-01: accommodation businesses ;
- Modification of requirements for class C7: restaurants ;
- Replacement of the setbacks diagram ;
- Replacement of the yards diagram ;
- Establishment of a maximum surface area of 100 square metres dedicated to outdoor storage for a "artisanal or semi-artisanal workshop" additional usage ;
- Extending firewood cords dispositions to include wood sheds ;
- Prohibit short-term rental in a garden house ;
- To set the maximum surface area of an artisanal or semi-artisanal workshop to 100 square meters ;
- To abrogate the section regarding the use H1-02: B&Bs.

A request relating to the provisions likely to be approved by referendum that impacts the entire municipality may come from all zones of the municipality.

A request relating to the provisions subject to referendum approval specifically affecting zones **Rt-1**, **Rt-4**, **Rt-5** and **Rt-6** can come from the Rt-1, Rt-4, Rt-5 and Rt-6 zones as well as from the contiguous zones Ru-13, Vi-3, Ru-4, Ru-17, Ru-2, Ru-3, H-22, H-10, H-23, Ru-7 and Ru-6, as shown in the sketch on the right.



3. Conditions of validity of a request

To be valid, any request must:

- Clearly indicate the provision which is the subject of it and the zone from which it comes and, if applicable, mention the zone in respect of which the request is made ;
- Be received at the office of the Municipality located at 1262 Mille-Isles Road in Mille-Isles no later than the eighth day following the publication of this notice, being May 13, 2024 ;
- Be signed by at least twelve (12) interested persons from the area from which it originates or by at least the majority of them if the number of interested persons in the area does not exceed 21.



4. Conditions to be an interested person

Is an interested person:

- 1) Any person who is not disqualified from voting and who meets the following conditions on May 3, 2024:
 - Be domiciled in the area from which a request may originate;
 - Be domiciled for at least six (6) months in Quebec.
- 2) Any sole owner of an immovable or sole occupant of a business establishment who is not disqualified from voting and who meets the following conditions on May 3, 2024:
 - Be the owner of an immovable or occupant of a business establishment located in the area from which an application may originate for at least twelve (12) months.
- 3) Any undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment who is not disqualified from voting and who meets the following conditions on May 3, 2024:
 - Be the undivided co-owner of an immovable or a co-occupant of a business establishment in the area from which an application may originate for at least 12 months;
 - Be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the persons who have been co-owners or co-occupants for at least 12 months, as the person who has the right to sign the application on their behalf and to be entered on the referendum list, the optionally. The power of attorney must have been produced or be produced with the application.

In the case of a natural person, he must be of legal age, a Canadian citizen and not under curatorship.

In the case of a legal person, it is necessary:

- Have designated among its members, administrators or employees, by resolution, a person who on May 3, 2024, is of full age, a Canadian citizen, who is not under curatorship and is not under any incapacity to vote provided for by the Law;
- Have produced or produce at the same time as the application a resolution designating the person authorized to sign the application and to be registered on the referendum list, if applicable;
- Except in the case of a person designated as a representative of legal person, no one may be considered an interested person in more than one way in accordance with section 531 of the *Act respecting elections and referendums in the municipalities*.

5. Absence of requests

Any provision of the second draft by-law number RU.02.2011.16 for which has been the subject of any valid request may be included in a by-law which does not have to be approved by qualified voters.

6. Consultation of the project

The second draft by-law number RU.02.2011.16 can be consulted at the office of the Municipality located at 1262 Mille-Isles Road, in Mille-Isles, Monday to Friday, from 7:45 a.m. to 4:30 p.m. and on the website of the Municipality of Mille-Isles at www.mille-isles.ca.

Given in Mille-Isles, this May 3, 2024.

Pierre-Luc Nadeau
General Director and Clerk-Treasurer